



C'est le printemps ... des retraité.e.s !

Au moment de partir à la retraite, chacun.e se demande désormais quelle va être sa pension. Mais sait-on quel poison lent et dévastateur constitue ensuite le décrochage des pensions sur l'évolution des salaires ? Quelques éléments vous sont apportés en page 2.

Le discours officiel sur les retraité.e.s, les traitant de privilégié.e.s a changé. Le gouvernement ne conteste plus les dégradations de

leur pouvoir d'achat.

Mais les réponses sont clairement insuffisantes et ne correspondent pas aux demandes.

La FSU appelle au succès des initiatives prévues dans le cadre unitaire du groupe des neuf à l'occasion du printemps des retraité.e.s avec des actions diverses (carte-pétition à Macron, lettre aux maires ...) dont le moment fort sera la journée nationale du 11 avril. Nous exigerons

entre autres la suppression de la hausse de la CSG pour toutes et tous, la revalorisation de toutes les pensions en fonction de l'évolution des salaires, le rattrapage des pertes subies depuis 2014, un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète et la prise en charge à 100 % par la Sécurité Sociale dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

François BOURDET

Jeudi 11 avril 2019

A La Roche sur Yon Place de la Vendée 10 heures 30



En pages 3 et 4

L'appel national du Groupe des Neuf relayé par l'intersyndicale départementale

Dans ce numéro :

Sur les marchés de Vendée	2
Terrible poison	2
Dingue !	3
Rendre visibles colère et exigences	4
lecture	4

Sur les marchés de Vendée



Contrairement à vos engagements, vous avez gravement mis en cause le pouvoir d'achat des retraités déjà attaqué par les gouvernements précédents : **augmentation de 25 % de la CSG, désindexation des pensions** que le gouvernement considère comme une allocation. **Aucune revalorisation en 2018** malgré une inflation de 1,6 % et seulement 0,3 % en janvier 2019 pour une inflation estimée à 1,4 %. Les 1 % les plus riches verront leur **pouvoir d'achat** progresser de 6 % en 2019, celui **des retraités aura reculé de 3 %**. Pour la grande majorité d'entre eux c'est un mois de pension en moins sur trois ans. **Le rétablissement du pouvoir d'achat de tous les retraité-e-s est indispensable et urgent.**

Monsieur le président, nous vous demandons :

- Le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires
- Une mesure immédiate de revalorisation de 3 % compensant la baisse récente de pouvoir d'achat des retraités
- L'annulation de la hausse de CSG pour tous les retraité-e-s
- Le maintien et le développement des services publics de proximité.

Nom et prénom :
Ville :
Courriel :

DISPENSE
DU
TIMBRAGE

M. LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE
PALAIS DE L'ÉLYSÉE
55, RUE DU FAUBOURG
SAINT-HONORÉ
75008 PARIS

*L'intersyndicale va soumettre
des centaines de ces cartes à
la signature*

- **Samedi 6 avril**, Halles des Sables
- **Samedi 13 avril**, Halles de la Roche
- **Mardi 16 avril**, marché de Challans
- **Samedi 11 mai**, marché de Fontenay
- **Samedi 18 mai**, marché de Luçon

Le terrible poison de la désindexation

De 1948 à 1987, les retraites du privé étaient indexées sur le salaire annuel moyen (SAM), celles de la Fonction Publique suivaient la valeur du point d'indice et l'évolution des carrières était répercutée sur les pensions.

Les réformes et mesures successives (1987/1993/2003/2009/2014/2018) ont eu des effets considérables et dévastateurs : ainsi, en 2017 la CNAV chiffre à - 9,59 % la chute des pensions depuis 2000 et l'INSEE l'évalue à - 18,35 % depuis 1993.

De 2003 à 2014 les pensions ont évolué de + 17,9 %, comme l'IPC (Indice des Prix à la Consommation), le salaire annuel moyen de +

24,8 % et le SMIC de + 32,55 %.

Prenons l'exemple d'un fonctionnaire parti à la retraite en 2003 avec 1803 € mensuels. En 2014 il aurait touché 2125 € si sa pension avait été indexée sur l'IPC, 2250 € si indexée sur le SAM.

Actuellement, de reports en reculs, l'austérité aggravée n'en finit pas de frapper les retraités: gel des pensions en 2018 et « mesures budgétaires dérogatoires » négatives pour 2019 et 2020.

Les objectifs gouvernementaux se résument en deux mots : BAISSER et DIVISER. Baisser le coût du montant global des pensions et diviser

retraités actuels et futurs en décidant de mesures ciblées selon que la retraite atteint ou non un seuil (1200 € ? 1500 € ?).

Des chiffres circulent, des références et mécanismes sont évoqués mais J. P. Delevoye et le gouvernement le disent et le répètent à l'envi : pas question que les retraites dépassent les 14 points de PIB ... or chacun sait que le nombre de retraités va augmenter.

La FSU exige le retour à une indexation de toutes les pensions sur le Salaire Annuel Moyen et un autre partage des richesses créées par les salariés.



Le printemps des retraitées et des retraités

dans les rues de la Roche sur Yon

le jeudi 11 avril 2019

Un gouvernement sourd ... dingue !

Depuis juin 2014, nos neuf organisations ne cessent de s'opposer aux mesures régressives contre les personnes retraitées, mesures qui se sont fortement accélérées et aggravées avec l'arrivée de M. E. Macron à la présidence de la République. Dès les premiers mois de son installation, il annonçait le gel des pensions pour 2018 et 2019 et une augmentation de 25 % de la CSG. Tout ceci a fortement contribué à accroître le mécontentement d'une grande partie des retraité-e-s.

Le 15 mars 2018, plus de 200 000 personnes retraitées manifestaient dans toute la France. Puis l'inflexibilité du gouvernement, sourd dingue, a provoqué une crise sociale profonde, l'irruption des gilets jaunes et, parmi elles et eux, de très nombreuses personnes retraitées présentes sur les ronds-points, dans les discussions et manifestations.

Toutes ces mobilisations ont contraint le gouvernement, pour tenter de calmer la colère, d'annuler l'augmentation de la CSG pour une partie des retraité-e-s, de recevoir une délégation de nos neuf organisations. Le mécontentement persistant incite le gouvernement à envisager de revenir maintenant au respect du code la Sécurité sociale, de revaloriser les pensions 2019 du montant de l'inflation ... mais seulement pour les basses pensions, visant ainsi à diviser les retraités voire à les opposer entre eux.

Mais ces concessions sous la pression ne remettent pas en cause sur le fond la politique très inégalitaire du gouvernement :

- L'augmentation de la CSG reste pour une partie des retraité-e-s.
- Le gouvernement tente de nous diviser en ne traitant pas tout le monde de la même façon. Il remet en cause le principe de nos systèmes de retraite solidaires par répartition, dans lequel le fait de cotiser donne droit à une pension et une revalorisation.
- Nos neuf organisations sont reçues mais nos demandes restent ignorées : Gilles Le Gendre, président du groupe LREM de l'Assemblée Nationale, le 24 janvier 2019 et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, le 31 janvier, restent « dans la ligne » de la politique du gouvernement : énormes cadeaux aux grandes entreprises et à leurs actionnaires et indifférence totale quant aux conséquences concrètes sur la vie des autres, et notamment des personnes retraitées.

Un gouvernement ... dingue de dons aux plus riches.

Pour essayer de justifier leurs choix de rigueur à l'égard des personnes retraitées, les représentants du gouvernement, celles et ceux qui votent ces lois au Parlement, et celles et ceux qui bénéficient de ces choix politiques ne cessent de répéter que « les caisses publiques sont vides ». Ainsi, les auteurs et responsables de cette situation la mettent en avant pour essayer de faire admettre par les victimes de leur politique qu'il n'y a pas d'autre choix possible.

Mais le vide des caisses publiques résulte bien de choix délibérés : la suppression de l'ISF coûte 4,5 milliards d'euros par an, le plafonnement de l'imposition des dividendes aux actionnaires 10 milliards, la suppression de l'exit tax 6 milliards, la fraude fiscale au moins 100 milliards, le CICE 40 milliards en 2019, l'évasion fiscale et le laxisme à l'égard des paradis fiscaux et de leurs utilisateurs, etc. C'est ainsi que le budget de l'État est mis en déficit.

La poursuite du bradage de biens publics à des « investisseurs privés » est une autre façon de transférer des fonds publics et collectifs vers des intérêts de quelques particuliers. Le mouvement des gilets jaunes a rappelé que la « vente » des autoroutes à quelques grands groupes a coûté cher aux contribuables et enrichi des actionnaires privés. Il en sera de même pour les prochaines « privatisations ».

Pendant le même temps, les exonérations de cotisations sociales (famille, maladie, vieillesse, etc.) provoquent des difficultés financières de la Sécurité Sociale servant ensuite d'argument pour expliquer les reculs en matière de couverture maladie, de politique familiale, de pensions, etc.

Des revendications qui peuvent et doivent être satisfaites.

Nous demandons le rétablissement de l'ISF, l'imposition des dividendes à l'impôt progressif, une action déterminée contre la fraude fiscale de haut vol. Nous demandons la suppression du CICE et de toutes les « niches fiscales » particulièrement coûteuses pour le budget de l'Etat et qui sont autant de cadeaux faits sans contrôles ni contreparties.

Nous exigeons la suppression de la hausse de la CSG dans le Plan de Financement de la Sécurité Sociale 2020 et la suppression des exonérations de cotisations sociales faites elles aussi sans contrôles ni contreparties en matière d'emplois et qui mettent en péril les caisses de la Sécurité Sociale.

Nous revendiquons :

- une augmentation en 2019 et 2020 et une revalorisation de toutes les pensions du même pourcentage que l'évolution des salaires, le rattrapage des pertes subies depuis 2014 ;
- l'établissement d'un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète ;
- le maintien et l'amélioration des pensions de réversion ;
- la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité Sociale et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

De plus en plus souvent, le gouvernement présente les pensions comme des allocations sociales. C'est une atteinte grave au droit à la retraite : les pensions sont fondées sur la solidarité intergénérationnelle à partir de cotisations payées chaque année par les personnes retraitées pendant leur vie professionnelle. Le projet de réforme des retraites qui vise à mettre en place un système « par points » concrétiserait cette manipulation : les retraites deviendraient fluctuantes au gré des décisions des gouvernements.

Le 11 avril, rendons visibles notre colère et nos exigences !

F.S.U.85

S.F.R.

Pôle associatif
71 bd Aristide Briand
(Rez-de-chaussée, porte C)
BP 01
85001 La Roche-sur-Yon Cedex
tél + fax : 02-51-05-56-80
courriel : retraites@fsu85.fr

Rédaction: M.Belkhenchir, F.Bourdet,
F.Célérier, J.P.Chotard, A. Deau,
C.Jeffroy, J.P.Majzer, P.Marton,
E.Mathé, C.Rivé

**Vous pouvez aussi
nous retrouver
sur
<http://sd85.fsu.fr/>
à la rubrique
« retraite »**

Lectures: L'Égypte poursuit Alaa El Aswany, le plus célèbre de ses écrivains



Alaa El Aswany est né en 1957 au Caire. Ecrivain égyptien, il a exercé la profession de dentiste au Caire.

En 2004, il est le cofondateur du mouvement « Kifaya » (« ça suffit »).

Depuis l'an dernier, il vit aux Etats Unis et y enseigne la littérature.

Aujourd'hui, il est poursuivi en justice dans

son pays pour offense au président et incitation contre le régime. Les preuves de son "crime" sont ses chroniques et son dernier roman.

Dans « *J'ai couru vers le Nil* » (Actes Sud 2018, interdit de publication dans son pays), il s'inspire de la révolution de 2011 et fait l'autopsie de cette nouvelle Égypte mutilée par les hypocrisies et les faux-semblants, les espérances bafouées, les manipulations, les corruptions, la répression féroce, la cruelle reprise en main du pays par l'armée. Tout cela avec la complicité des dirigeants islamistes et des élites économiques. Au-delà du mouve-

ment révolutionnaire seul, il s'intéresse aux destins croisés de tous ses personnages, hommes, femmes, mosaïque de voix dissidentes ou fidèles au régime, de lâchetés et d'engagements héroïques.

Un livre magistral à la rencontre de la révolution égyptienne, un récit réaliste sur les massacres et des humiliations perpétrées par le régime, et surtout un roman invitant à la réflexion sur les grands principes démocratiques que nous prenons pour acquis, sur les droits des uns et des autres et sur la religion, ses dérives et sa force.

Françoise Célérier